

**M. Mark Rose (Fraser Valley-Ouest):** Monsieur l'Orateur, tout à fait contrairement aux deux orateurs précédents, mon parti et moi-même n'avons aucunement l'intention, j'insiste, aucunement l'intention, d'appuyer le bill C-196 à la seconde lecture. Cette décision a été prise après mûre réflexion et après certaines discussions sur les implications de notre position. Nous reconnaissons également qu'en nous opposant au bill C-196, nous nous écartons de la position que j'avais personnellement prise en février dernier en répondant à la déclaration du premier ministre à l'appel des motions, laquelle, à l'époque, visait à assurer à la Chambre que les éventuels déficits des Jeux ne seraient pas supportés par le gouvernement fédéral. Je suppose qu'on ne manquera pas de mal interpréter notre opposition au bill C-196 et de dire que nous sommes contre le sport ou encore, anti-Canadiens-français.

**Une voix:** Les deux.

**M. Rose:** Ou peut-être que des gens à l'esprit obtus diront qu'il s'agit des deux. Si on interprète les choses de cette façon, mon parti et moi-même le regrettons vivement car si nous votons contre le bill C-196 ce n'est pour aucune de ces raisons. J'aimerais dire ici sans équivoque que le NPD n'a rien contre le sport. Nous le préconisons et nous désirons répandre sa pratique de façon que toutes les classes de la société puissent en faire. Nous n'avons rien contre le sport amateur au niveau international non plus, ni contre le principe des Jeux olympiques. Toutefois, ce que nous ne voulons pas, c'est qu'on poursuive ce genre de Jeux olympiques, des jeux qui demandent tellement de temps, d'énergie et d'argent que la plupart des pays ne peuvent pas se permettre de les accueillir. En fait, de la façon dont ils sont conçus actuellement, les Jeux olympiques des temps modernes se limitent pratiquement à cinq ou six grandes villes du monde en raison des ressources énormes nécessaires pour les organiser.

Nous croyons que les Jeux olympiques internationaux devraient être organisés de façon à coûter beaucoup moins cher, il faudrait moins chercher à faire participer uniquement les meilleurs athlètes du pays et les ressources supplémentaires qu'on aurait en consacrant moins d'argent à ces jeux serviraient à élargir la base de la pyramide athlétique afin de créer plus d'installations au niveau local et de rendre la pratique des sports plus accessible à tous ceux qui doivent se contenter de les regarder à la télévision.

Quant au second point qui prêterait à une fausse interprétation de notre attitude, celle d'être anti-Canadien français, c'est précisément le contraire qui est vrai. Notre parti s'est valu, sur le plan national, la réputation d'être extrêmement sensible aux aspirations culturelles, linguistiques et économiques des Canadiens-Français, et un regard, si bref soit-il, sur la façon dont nous avons voté aux Communes saura le démontrer.

Notre attitude à l'égard du bill C-196 peut donc être considérée comme tout à fait en accord avec le souci qu'éprouve notre parti pour le bien-être des francophones, car dans les plans des Jeux olympiques qui auront lieu à Montréal, nous voyons bien peu de chose de nature à améliorer un tant soit peu le sort du citoyen moyen de cette ville. Bien au contraire, toute personne, si peu au courant qu'elle soit des problèmes que Montréal a connus au cours des années, ne peut que conclure que celui qui appuie une dépense de plus de 500 millions de dollars pour un événement que le journaliste Dick Beddoes a décrit comme un carnaval de sueur doit avoir un sens des priorités passablement avarié.

### *Jeux olympiques—Bill*

D'après le sociologue urbain Saul Aulinsky Montréal a un problème de taudis d'une telle envergure qu'il est égal et surpasse même celui de toute ville du continent nord-américain. L'histoire de la construction de logements publics à Montréal s'est révélée, au cours des récentes années, à peu près la même que celle de Saskatoon. De plus, on a dit que près de 400,000 enfants montréalais souffrent de malnutrition. Les besoins récréatifs de ces mêmes enfants ont aussi été oubliés et, à part les désavantages sociaux-récréatifs-économiques, il y a le fait que les eaux-vannes non traitées sont déversées en de telles quantités dans le Saint-Laurent, à Montréal, que le fleuve est devenu impropre aux fins de la récréation de ses millions d'habitants.

Malgré le nombre terriblement restreint des espaces réservés aux loisirs, à Montréal, la proposition initiale du maire au sujet de l'emplacement du village olympique consistait à créer un ghetto urbain à bon marché dans un parc d'une zone verte, en empiétant sur une partie d'un terrain de golf. Ce choix a soulevé l'opposition d'au moins 66,000 pétitionnaires et a été contesté par l'honorable Victor Goldbloom, ministre d'État chargé de la qualité de l'environnement dans la province de Québec.

Ne serait-il pas préférable de songer d'abord au point de vue humanitaire et aux besoins des Canadiens et d'affecter au moins la moitié des 500 millions de dollars consacrés aux Jeux olympiques à l'amélioration du logement et à l'assainissement des eaux d'égout dans la ville de Montréal? Pour ma part, je serais heureux d'y contribuer par mes impôts, mais je m'oppose vivement au financement d'installations sportives au moyen de trucs comme des pièces de monnaie, des timbres et des loteries, surtout dans une ville où il y a tant d'autres besoins impérieux, et notamment au financement d'installations qui, une fois terminée la fête athlétique de deux semaines ne serviront ni au Québécois ni au Canadien moyen. Ce stade, payé par les deniers publics, va servir à favoriser les intérêts des gros bonnets américains et canadiens bien pourvus, des magnats de la bière, qui dominent l'industrie nord-américaine des sports professionnels et qui s'occupent du sport non pour l'amour du sport mais pour l'argent.

**M. Jelinek:** Le stade servira aux athlètes canadiens et aux Canadiens.

**M. Rose:** Que le stade olympique de 70 millions de dollars devienne la base d'une concession de la National Football League des États-Unis ou de l'équipe de baseball des Expos, d'aucuns diront peut-être que cela ne regarde que les Montréalais. En fait, c'est ce que j'ai déjà dit, mais je n'en suis pas aussi sûr aujourd'hui, puisque tous les Canadiens vont contribuer à la construction de ce stade. De toute façon, il faudrait avertir les Montréalais que, sauf en ce qui concerne leur rôle prédéterminé de consommateurs de sports et non de participants, l'accès aux installations sportives aménagées par le public dans les autres villes de l'Amérique du Nord a été refusé aux participants des sports amateurs, et cela comprend le Colisée de Vancouver.

J'ai peut-être consacré trop de temps à ce que certains députés pourraient considérer comme une attaque contre Montréal et ses habitants. Si c'est l'impression que mes observations ont donnée, ce n'était pas mon intention et je le regrette. Mais si, par contre, mes observations comportaient une critique de l'administration de la ville de Montréal, de ses objectifs et de l'attention qu'elle accorde aux besoins réels de ses citoyens, je ne le regrette absolument